«Le Parisien: "On n’échappera pas à une hausse de la TVA"»

05/07/2012

Le Parisen: Jean Arthuis : "On n'échappera pas à une hausse de la TVA"« On n'échappera pas à une hausse de la TVA»

Propos recueillis par O.B.

JEAN ARTHUIS sénateur de Mayenne et ex-président de la commission des Finances du Sénat

Pour le centriste Jean Arthuis, une vraie politique de rigueur serait de réduire massivement le niveau des dépenses publiques.

La France a-t-elle basculé dans la rigueur?

JEAN ARTHUIS. Non. Le gouvernement Ayrault n'a fait, pour l'instant, qu'annoncer 7,2 Mds€ de hausses d'impôts pour cette année. Ce n'est pas comme ça que l'on va redonner de la compétitivité à la France. C'est très préoccupant.

Que manque-t-il, alors?

JEAN ARTHUIS. La vraie rigueur, ce sera de réduire massivement le niveau de nos dépenses publiques. Celui-ci atteint 56% de notre richesse nationale. C'est 10 points de plus que l'Allemagne, soit un écart de 200 Mds€. Je caricature à peine, mais, finalement, on va augmenter les impôts afin de garantir les salaires de nos fonctionnaires.

Jean-Marc Ayrault a pourtant annoncé une réduction de 7% des dépenses de fonctionnement et d'intervention de l'Etat...

JEAN ARTHUIS.S'il le fait, je serai admiratif. Mais c'est un discours que j'ai déjà entendu cinquante fois. En 2010, lors de la conférence sur les déficits publics, Sarkozy proclamait qu'il allait réduire de 10% les dépenses de fonctionnement et d'intervention de l'Etat. Il n'y est pas arrivé... Subventions à Réseau ferré de France, une entreprise criblée de dettes, allocation adulte handicapé, aide personnalisée au logement... Il y a pourtant tout un ensemble de dépenses qu'on peut aisément comprimer.

De 15 à 20 Mds€ de hausses d'impôts sont encore à prévoir l'an prochain. Peut-on échapper à une hausse de la TVA?

JEAN ARTHUIS. Selon moi, on n'échappera pas à une hausse de la TVA. Encore une fois, on tourne autour du pot sans y rentrer. Il y a un tabou sur une éventuelle hausse de cet impôt. Le gouvernement ne veut pas en entendre parler puisqu'il vient de supprimer la TVA antidélocalisations que Nicolas Sarkozy avait lui-même introduite trop tard.

Recourir à une augmentation de CSG, n'est-ce pas une alternative à une hausse de TVA?

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

JEAN ARTHUIS. Sur le papier, oui. Mais si on finance le système de protection sociale par un impôt qui renchérira le travail et alourdira inévitablement les coûts de production, ça ne peut être que contraire au maintien d'emplois en France. En revanche, il faudra remettre en question la différence de CSG entre les pensions des retraités, soumis à un taux de 6,6%, et les salaires, taxés à 7,5%.

Pourquoi?

JEAN ARTHUIS. On organise ainsi la disparition des emplois dans le secteur industriel. La TVA sociale visait à financer la protection sociale par un impôt de consommation qui aurait rendu plus chers les produits importés de Chine ou d'Inde. L'objectif n'était pas de faire un cadeau aux entreprises mais d'alléger le coût du travail. Notre déficit extérieur est proche de 70 Mds€ : nous, Français, nous consommons plus que nous ne produisons.